



MINISTÈRE D'ÉTAT CHARGÉ
DU PLAN ET DU DÉVELOPPEMENT
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN



Rapport des Résultats 2018-19

Fonds d'Études et de Consultances

BEN1302411 - FEC

sd

Table des matières

Acronymes	3
1 Aperçu de l'intervention	4
1.1 Fiche d'intervention.....	4
1.2 Exécution budgétaire.....	5
1.3 Autoévaluation de la performance.....	5
1.3.1 Pertinence.....	5
1.3.2 Efficacité	5
1.3.3 Efficience.....	5
1.3.4 Durabilité Potentielle.....	6
2 Contexte.....	7
2.1 Contexte Général.....	7
2.2 Contexte Institutionnel.....	7
2.3 Contexte de Gestion : Modalités d'Exécution	7
2.4 Contexte HARMO.....	8
3 Analyse de l'état d'avancement.....	9
3.1 Études	10
3.1.1 Dossiers achevés.....	10
3.1.2 Dossiers en cours d'exécution au 31 12 2019	10
3.1.3 Dossiers non attribués.....	12
3.2 Expertise	12
3.2.1 Dossiers achevés.....	12
3.3 Exécution de la programmation financière 2018 et 2019	13
3.4 Critères de qualité	14
3.5 Gestion des risques.....	15
4 Pilotage et apprentissage	16
4.1 Recommandations et Enseignements tirés	16
5 Annexes	17
5.1 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) : 31/12/2019 ».....	17
5.2 Décisions prises par la SMCL et suivi	20
5.3 Ensemble des études financées par le FEC depuis le début de la convention spécifique.....	21

Acronymes

ADEFIH	Projet d'Appui Au Développement des Filières Halieutiques
COMPAR	Comité des Partenaires
CS	Convention Spécifique
DGFD	Direction Générale du Financement du Développement
EL	Echange de Lettres
FAREC	Fonds d'Appui à la Réalisation d'Études et de Consultances
FEC	Fonds d'Études et de Consultances
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche
MTFPAS	Ministère du Travail, de la Fonction Publique et des Affaires Sociales
MPD	Ministère du Plan et du Développement
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
MS	Ministère de la Santé
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
ONUSIDA	Programme Commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA
PAEX	Programme d'Appui en Expertise à l'État béninois
PAPDC	Projet d'appui à la mise en œuvre des PDC dans les communes des départements de l'Atacora, de la Donga, du Mono et du Couffo,
PIC	Programme Indicatif de Coopération
PIP	Programme d'Investissement Public
PNLMNT	Programme National de Lutte contre les Maladies Non Transmissibles
PTF	Partenaires Techniques et Financiers

1 Aperçu de l'intervention

1.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Fonds d'Études et de Consultances (FEC)
Code de l'intervention	BEN1302411
Localisation	Cotonou
Budget total	2.216.543,80€ (suite à l'EL des 20 et 27 juillet 2018)
Institution partenaire	Ministère du Plan et du Développement (MPD)
Date de début de la Convention spécifique	1 ^{er} mars 2013
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	19 juin 2013
Date prévue de fin d'exécution	Indéterminée
Date de fin de la Convention spécifique	Indéterminée
Groupes cibles	Ministère et autres Organismes public béninois concernés par les Programmes de la coopération bénino-belge
Impact ¹	Renforcer les capacités des institutions publiques du Bénin, d'une part en appui au programme de la coopération belge et à la préparation des programmes indicatifs de coopération belgo-béninois et d'autre part dans le cadre de la mise en œuvre des déclarations internationales (DP, AAA, BUSAN) sur l'efficacité de l'aide au développement
Outcome	Chaque opération financée par le FEC a son OS propre
Outputs	Chaque opération financée par le FEC a ses résultats spécifiques
Année couverte par le rapport	01 janvier 2018 au 31 décembre 2019



¹ L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

1.2 Exécution budgétaire

Budget total	Dépenses année 2018 ²	Dépenses année 2019	Dépenses totales cumulées au 31/12/19	Solde	Taux de décaissement total
Euro					
2 216 543 .80	-1 637	276 645	694 083	1 522 461	31 %
FCFA					
1 453 957 126	-1 073 801	181 467 224	558 503 239	895 454 313	38 %

Contrairement à l'année 2018 où très peu de requêtes avaient été adressés au FEC, l'année 2019 a été caractérisée par plusieurs requêtes émanant du Port Autonome de Cotonou dans le cadre du projet d'appui au développement du secteur portuaire (PASPort).

1.3 Autoévaluation de la performance

1.3.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	A

La pertinence de l'outil FEC n'est plus à démontrer puisqu'il vient en complémentarité des interventions des programmes sectoriels Enabel, comme l'atteste les requêtes acceptées les années précédentes. Par ailleurs, il permet à Enabel de fournir des appuis à d'autres secteurs d'intérêt mais ne faisant pas partie traditionnellement de ses domaines d'appui.

1.3.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	B

L'ensemble des requêtes effectuées ont été validées par le Comité d'analyse, et les délais ont été raisonnables ou rapides.

1.3.3 Efficience

	Performance
Efficience	B

² Le montant total des dépenses de l'année 2018 est négatif en raison du remboursement lié aux irrégularités dans la justification des fonds sur des activités précédentes financées par le FEC (comme expliqué dans la suite du rapport). Ces remboursements ce sont élevés à 8 144€ et les dépenses effectuées sur les activités réalisées à 6 507€.

La majorité des requêtes du FEC se réalisent avec moins de moyens que ceux prévus à l'avance. Néanmoins dans certains cas, des remboursements sont encore attendus.

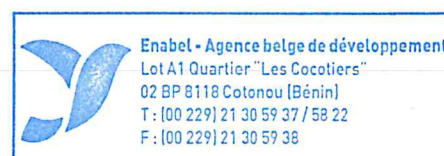
1.3.4 Durabilité Potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	B

La durabilité potentielle des résultats des requêtes financées par le FEC dépend fortement de l'utilisation qui est faite par la suite des études réalisées et expertises mises à disposition, ce qui n'est pas toujours garanti.

La durabilité potentielle des résultats des requêtes financées par le FEC en 2019 dans le cadre du secteur portuaire, qui va sans doute constituer dans les années à venir une part importante des requêtes, sera réelle car elles vont permettre d'améliorer la compétitivité d'un secteur qui procure déjà des recettes significatives au budget de l'Etat.

Fonctionnaire exécution nationale	Fonctionnaire exécution Enabel
  Victorin EDE YAOVI	 Jean-François MICHEL



2 Contexte

2.1 Contexte Général

La Convention Spécifique du Fonds d'Études et de Consultances (FEC) a été signée dans le cadre du Programme Indicatif de Coopération 2013-2017, le 1^{er} mars 2013. Cette Convention Spécifique annule et remplace les Conventions Spécifiques « Programme d'Appui en Expertise (PAEX) » et « Fonds d'Appui à la Réalisation d'Études et de Consultances (FAREC) ».

Le budget du FEC, venant initialement des soldes du FAREC et du PAEX, a été augmenté en juin 2014 jusqu'à 1.016.543 €, après l'Echange de lettres (EL) versant les soldes des anciennes interventions PAPDC et ADEFIH. Néanmoins, en février 2016, suite au constat d'une différence de 4.411,52 € entre le montant de l'échange de lettres (14.941,79 €) et le montant de la réception définitive (10.530,27 €) du projet ADEFIH, le budget du FEC a été ajusté à 1.012.132 €.

En 2018, par un avenant N° 2 en date du 11 09 2018, faisant suite à un échange de lettres en date de juillet 2018, un montant supplémentaire de 1 204 411, 35 euros a été rajouté au budget FEC, ce qui portait le budget global de l'intervention à 2 216 543,80 euros.

Cet avenant a été décidé dans le cadre d'un changement d'orientation vers une intervention prévue pour un appui au secteur para portuaire dans le nouveau portefeuille bilatéral 2019-2023.

2.2 Contexte Institutionnel

La Direction Générale du Financement du Développement (DGFD) du Ministère du Plan et du Développement (MPD), assure toujours le rôle de gestionnaire du FEC. Aucun changement notable n'a été observé

2.3 Contexte de Gestion : Modalités d'Exécution

Le Fonds est cogéré par la Direction Générale du Financement du Développement (DGFD) du MPD, Gestionnaire du FEC, et l'Agence belge de développement, Enabel qui en est le Co-gestionnaire.

L'analyse des nouvelles demandes reçues pour financement dans le cadre du FEC se fait selon l'article 5 de la Convention Spécifique. Un Comité d'Étude et d'Analyse composé du Gestionnaire et du Co-gestionnaire du Fonds pouvant être élargi à des personnes ressources selon le type de requête à analyser, statue sur la recevabilité de la demande avant sa soumission au Chef de Poste pour avis de non-objection.

Le Fonds est géré en régie. L'engagement et l'exécution des dépenses dans le cadre du FEC se font conformément aux procédures belges.

Le manuel de procédures du FEC a été élaboré et soumis au Comité des Partenaires qui l'a approuvé en sa session du 26 septembre 2013. Ce manuel a fait objet de relecture avec l'Ambassade de Belgique et la DGFD pour tenir compte des enseignements tirés et recommandations émises, renforcer son efficacité (ciblage prioritaire sur les études et expertises stratégiques) et assurer une optimisation et bonne gestion des ressources y affectées tenant compte des réalités rencontrées (difficultés d'encadrement des missions à l'étranger, cas de justifications frauduleuses). Dans ce cadre, le Comité des Partenaires (COMPAR) de novembre 2016 a recommandé l'actualisation du Manuel FEC sur la base des principes suivants :

Enabel, Agence belge de développement
Rapport annuel 2019
BEN1302411 FEC



- Recentrage de l'utilisation et réserve du budget restant pour des études et consultance à caractère stratégique ;
- Renforcement de la cohérence et de l'articulation avec les programmes sectoriels de la coopération bénino-belge en les associant à l'analyse et au suivi des requêtes ;
- Mise en place de mécanismes de valorisation des résultats/produits issus des études et consultances dès l'introduction de la requête ;
- Responsabilisation de l'organisme porteur de la requête en cas de problèmes administratifs.

Par ailleurs, le Comité des partenaires a validé le principe de l'adoption en SMCL pour toute modification ultérieure à apporter au manuel de procédures du FEC. Le Manuel de procédures a été validé lors de la SMCL du 14 février 2017 (moyennant modification de la page 11. (Suppression dernier paragraphe 3.6)). Ledit Manuel révisé a été présenté en mars 2017 aux points focaux FEC conformément aux recommandations de la SMCL.

2.4 Contexte HARMO

Le Fonds d'Études et de Consultances (FEC) est placé dans une position de complémentarité aux autres interventions, dans le respect du principe de concentration sectorielle et dans la perspective d'améliorer la performance de l'ensemble du programme de coopération bénino-belge.

L'utilisation du Fonds d'Études et de Consultances (FEC) en complémentarité avec les interventions sectorielles de la coopération bénino-belge a été clairement intégrée dans les formulations des nouveaux Programmes agriculture et santé. En effet, les DTF des deux programmes ont identifié le FEC comme étant une source d'accompagnement technique. Par ailleurs à partir de 2018 et suite à la décision d'orienter une partie de l'appui Belge vers le secteur portuaire, les demandes en provenance notamment du Port Autonome de Cotonou dans le cadre de la mise en œuvre de son plan d'investissement ont été autorisées.

La procédure d'agrément des demandes soumises au financement du Fonds permet au Gestionnaire et au Co-gestionnaire du fonds d'assurer la cohérence avec les interventions en cours. Les volets institutionnels des deux programmes sectoriels au Ministère de la Santé et au Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP) sont mis à contribution auprès des structures requérantes de ces ministères sectoriels en termes d'appui à la rédaction des termes de référence (TdR) et au suivi de la mise en œuvre des demandes agréées par le Fonds. Il en sera de même désormais et pour les 5 années à venir pour le secteur portuaire faisant suite à la signature du document de portefeuille 2019 -2023 entre les deux parties.

3 Analyse de l'état d'avancement

Depuis la signature de la Convention Spécifique (CS) du Fonds d'Études et de Consultances le 1er mars 2013, une quarantaine de demandes de financement ont été soumises au FEC par une dizaine de ministères. Ces requêtes sont constituées de 60% de participation à des séminaires ou formations, 35% d'études stratégiques et 5% de mobilisation d'expertise.

Une utilisation plus efficace de ce Fonds pourrait se faire en prévoyant notamment :

- Une utilisation de celui-ci essentiellement pour la réalisation d'études stratégiques et la mobilisation d'expertise spécifique ;
- Une implication des programmes sectoriels comme support tant dans la rédaction des requêtes que dans le suivi, la mise en œuvre et l'application des requêtes ;
- Un processus de suivi-évaluation allant au-delà de la durée d'exécution des requêtes.

Ces principes sont traduits dans la nouvelle version du manuel de procédures du FEC révisé.

En 2018, 2 requêtes seulement ont été adressées au FEC. La première concernait la prise en charge de la participation du Bénin à un forum de haut niveau et la seconde une étude au profit du PAC. Ce ralentissement dans les activités du FEC en 2018 est imputable aux difficultés créées par les irrégularités dans la justification des fonds liés à la prise en charge de la participation du Bénin à la 5e revue globale de l'Aide pour le Commerce (APC) à Genève en Suisse, du 30 juin au 2 juillet 2015 et à la COOP 21, du 30 novembre au 11 décembre 2015 à Paris. Cette situation à amener à revoir l'éligibilité de ce type de mission au financement du FEC.

En 2019, 5 requêtes ont été adressées dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'appui au secteur portuaire.

L'état d'avancement des requêtes acceptées en 2018 et 2019, ou antérieures mais dont les activités y relatives se sont poursuivies sur la période sous-revue, se présente comme suit :

BEN 13 024 11 - Suivi des dossiers FEC							
Intitulé Etude	Date de passation	Budget prévu (€)	Montant final de la facture FCFA	Montant final de la facture EUR	Attributaire	Avenant	Statut
Prestations de services relatives à l'expertise perle d'appui technique aux aménagements hydro-agricoles BEN 485	14/03/2017	65 000	33 453 807	64 124,90	COWI	OK	Achevé
Participation du Bénin au forum politique de haut niveau	14/04/2018 ³	10.000	5 160 545	7.867.20	-	-	Achevé
Etude du déplacement de la Traverse Est du Port Autonome de Cotonou-Bénin	13/06/2019	320 000	136 012 684	207 250,00	Artelia Eau & Environnement	Avenant 1: 17.825 € Avenant 2: 3.450 €	Achevé

³ Compte tenu de la nature de l'activité financée, il ne s'agit pas à proprement parler d'une date de passation mais de la date de communication de l'accord de l'Ambassade pour cette activité.

BEN 13 024 11 - Suivi des dossiers FEC

Intitulé Etude	Date de passation	Budget prévu (€)	Montant final de la facture FCFA	Montant final de la facture EUR	Attributaire	Avenant	Statut
(Reprise du BEN 555) BEN 557						Avenant 3: 8.825 €	
Conception préliminaire et d'ingénierie pour l'aménagement du Port et la remise en état des digues, des revêtements et des murs de quai du Port Autonome de Cotonou (PAC) BEN 569	16/10/2019	517 500	138 242 938	210 750,00	Sellhorn Ingenieurgesellschaft mbh		En cours
Marché de Services relatif à la réalisation d'une étude d'impact socio-économique de la relocalisation et réorganisation de la zone géographique autour du port de pêche BEN 580	02/10/2019	100 000	58 708 152	89 500,00	ANTEA Group-INROS LACKNER		En cours
Etude sur la cartographie et l'inventaire de l'espace portuaire (ASC PAI)	ASC PAI du 01/02/2019	58 060	En cours	En cours	PAI (ASC)	NA	En cours
Appui technique à l'obtention d'un accord de financement pour le plan d'investissement du Port Autonome de Cotonou	ASC PAI du 01/02/2019	138 954					Annulée

3.1 Études

3.1.1 Dossiers achevés

Etude de déplacement de la Traverse Est (BEN 557)

Cette étude, **qui concernait le déplacement de la Traverse Est dans le Bassin portuaire du Port Autonome de Cotonou**, avait été validée par le comité FEC en septembre 2018 et avait reçu un ANO de l'ambassade de Belgique en date du 20 09 2018. Le marché a été notifié en date du 13/06/2019 au soumissionnaire **ARTELIA Eaux et Environnement**, pour un montant total de 177 150 euros pour sa tranche ferme comprenant 6 phases.

Son exécution s'est déroulée à la pleine satisfaction du client, le Port Autonome de Cotonou, entre le mois de juillet et de décembre 2019 pour un montant total de 207 250 euros à l'issue de trois avenants successifs.

3.1.2 Dossiers en cours d'exécution au 31 12 2019

Conception préliminaire et d'ingénierie pour les Travaux Portuaires (BEN 569)

Une demande a été introduite par le PAC en date du 28 02 2019 en direction du Ministère de l'infrastructure et des Transports, concernant la réalisation des cahiers des charges pour l'ensemble des travaux d'aménagement et d'agrandissement du Port Autonome de Cotonou. Le montant initial était estimé à plus de 517 500 euros mais a été finalement notifié pour un montant de 210 750 euros pour les 6 phases correspondant à la tranche ferme au soumissionnaire « Sellhorn ingenieurgesellschaft ».

Avis de non objection de l'Ambassade de Belgique	21 03 2019
Date de notification du marché	14 10 2019
Date de début de l'étude	28 10 2019
Période envisagée de fin d'expertise	Février 2020

Etat d'avancement : L'étude prévoyait 6 phases qui devaient se dérouler sur un total de 13 semaines de travail. Au 31 12 2019, l'étude était bien avancée sans problème particulier, et à la satisfaction du client, le Port Autonome de Cotonou.

Etude sur expertise PAI – Cartographie et inventaire de l'espace portuaire

Une requête pour une étude sur la réalisation d'une cartographie du patrimoine du Port a été a été transmise au Ministère des Infrastructures et Transports en date du 28 05 2019. Elle a été examinée lors de la réunion du comité FEC en date du 07 juin 2019. L'Avis de non objection de l'Ambassade de Belgique n'a été obtenu qu'en date du 12 09 2019 pour des raisons purement administratives et non de fond. Le montant total de cette expertise qui devait être mobilisée par Port of Antwerp international (PAI) était de 58 060 euros. Il ne s'agissait donc pas d'un marché public.

Etat d'avancement : une première mission d'expertise a eu lieu, pour un montant total de 37 680 Euros (mais le paiement a glissé en grande partie sur 2020). Une seconde mission devait avoir lieu, mais a été pour l'instant reportée à plus tard en 2020.

Etude de faisabilité pour le déplacement du Port de Pêche (BEN 580)

Une requête pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour un éventuel déplacement du Port de pêche artisanale a été transmise au Ministère des Infrastructures et Transports en date du 22 07 2019. Le comité FEC a donné son accord en date du 26 07 2019 pour un total de 55 000 euros. S'agissant d'une étude urgente, le marché public lui-même avait été initié en parallèle, sa notification attendant par contre l'ANO de l'Ambassade. Le marché a été notifié au groupement INROS LACKNER ANTEA GROUP pour un montant total de 89 500 euros. Le montant du marché dépassant l'enveloppe initialement validée par le Comité FEC, un ANO a été demandé à l'Ambassade de Belgique pour rehausser le budget à 100.000€.

Avis de non objection de l'Ambassade de Belgique	24 09 2019
Date de notification du marché	26 09 2019
Date de début de l'étude	24 10 2019
Période envisagée de fin d'expertise	03 04 2020

Etat d'avancement : au 31 12 2019, l'étude était encore en cours, sans problème particulier, et à la satisfaction du client, le Port Autonome de Cotonou.

3.1.3 Dossiers non attribués

Un dossier pour une expertise internationale en vue de mobiliser des financements régionaux pour les futurs travaux portuaires, pour un montant total de 138 954 euros, avait été transmis au Ministère des Infrastructures et Transports en date du 22 07 2019. Le comité FEC, puis l'Ambassade de Belgique avaient donné leur accord, mais finalement cette action a été engagée directement par le Port Autonome de Cotonou sur fonds propres.

État d'avancement des études ⁴	A	B	C	D	Commentaires (seulement si la valeur est C ou D)
Etude pour le déplacement de la Traverse Est dans le Bassin Portuaire du Port Autonome de Cotonou. BEN 577		X			Achevée à cette date
Etude pour élaborer les cahiers des charges des travaux portuaires ben 569		X			En cours au 31 12 2019
Etude sur le déplacement du port de Pêche BEN 580		X			En cours au 31 12 2019
Etude sur la cartographie de l'espace portuaire- Expertise PAI		X			En cours au 31 12 2019

3.2 Expertise

3.2.1 Dossiers achevés

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'Appui aux Filières Agricoles au Bénin (PROFI) de l'Agence Belge de Développement (Enabel), un contrat d'assistance technique perlée a été signé avec COWI A/S (contrat FEC). Ce contrat a été initié en mai 2017 et s'est achevé en septembre 2019, pour un montant total de 64 124,90 euros.

Avec l'appui de la Direction Générale du Génie Rural (DGR/MAEP), quatre (04) fiches d'analyse préalable de la faisabilité technico-économique des demandes de projets d'AHA riz et maraichage dans le Mono-Couffo et de l'Atacora-Donga ont été élaborées. Ces fiches permettent d'évaluer la faisabilité technique et économique des projets à partir de critères simples et si nécessaire de compléter les options techniques envisagées. Sur cette base, les agents desdites structures d'appui ainsi formés devront s'approprier l'approche méthodologique et pourront élaborer leurs propres outils à partir d'un certain nombre de critères clé. Au total, six (06) sessions de formation ont été organisées dans les régions de l'Atacora-Donga et du Mono-Couffo au profit des techniciens des structures partenaires (Mairies, intercommunalités, OPA, PSNF, DDAEP, ATDA et les projets/programmes). Lesdites sessions de formations ont permis de toucher 216 agents dont 23 femmes.

Par ailleurs, conformément à la stratégie de sortie du PROFIL VO un atelier de capitalisation et de partage des fiches d'analyse préalable de la faisabilité technico-économique des demandes de projets des Aménagements Hydro-Agricoles (AHA) riz et maraichage du Mono-Couffo et de

⁴ A : En avance/réalisée

B : Dans les délais

C : Retardées, des mesures correctives sont requises.

D : Les études ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

l'Atacora-Donga a été organisé à Bohicon du 10 au 11 septembre 2019 dans la salle de réunion de l'hôtel des Princes à Bohicon au profit des responsables et cadres des projets/programmes intervenant sur ces aspects sous la supervision des représentants du MAEP. Ledit atelier a connu la participation effective des cadres du MAEP (SG et DGR) et de ses structures déconcentrées (ATDA et DDAEP), des autorités communales et des intercommunalités et des responsables des projets/programmes et des OPA (CCR-B, FUPRO, PNOPPA). Exécution budgétaire

Le détail de l'exécution budgétaire pour les années 2018 et 2019 se trouve en annexe 5.1.

3.3 Exécution de la programmation financière 2018 et 2019

	Montant disponible au 31/12/2017	Planification 2018	Dépenses Réelles 2018	Taux d'exécution
FEC (Euros)	593 057	90 800	-3 138	NA
FEC (FCFA)	273 883 126	59 560 896	-2 058 393	NA

	Montant disponible au 31/12/2018	Planification 2019	Dépenses Réelles 2019	Taux d'exéc. 2019	Dépenses Cumulées au 31/12/2019	Taux d'Exec. Global
FEC (Euros)	1 799 106	473 300	276 645	58%	694 083	31%
FEC (FCFA)	1 180 136 174	310 464 448	181 467 224	58%	434 637 108	31%

Les dépenses totales 2018 sont négatives en raison d'un certain nombre de remboursements, notamment au titre de la participation à la COP21. Sans ces remboursements le montant des dépenses a été de 6794€, soit un taux d'exécution de 7,5%. Ce faible taux s'explique essentiellement par les retards dans la mobilisation et le paiement de l'expertise perlée d'appui technique aux aménagements hydro-agricoles.

Pour 2019, le taux d'exécution est de 58%. Ce taux s'explique notamment par une présentation tardive des factures d'expertise par le PAI qui a entraîné un paiement des factures en début 2020 ainsi que la décision de PAC de prendre sur leurs fonds propres l'expertise relative à la recherche de financement pour les futurs travaux portuaires

Le montant cumulé des dépenses FEC au 31/12/2019 atteignait 694.083 euros et le montant restant disponible était donc de 1.522.461 euros. A signaler, que suite aux irrégularités de justification des participations aux fora de hauts niveaux de 2015, déjà signalés précédemment, les remboursements de deux participants sont toujours en attente de règlement. Ces personnes ayant quitté le territoire béninois ou n'étant pas en mesure de rembourser, il sera demandé à la prochaine SMCL de statuer sur l'opportunité de poursuivre les recherches de règlement.



3.4 Critères de qualité

Critères	Note ⁵
Pertinence	A
Efficienne	B
Efficacité	B
Durabilité	B



⁵ A = Très bonnes performances, B = Bonnes performances, C = Faibles performances, D = Problématique

3.5 Gestion des risques

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Statut
Risque fiduciaire pour le STEPS (acteur externe vs bonne gouvernance et le suivi)	2015-Q4	OPS	High	Low	Medium Risk	Bon suivi et régulier	FFA	(dec-17)	Sur la somme de 2-588-500 FCFA un total de 800 000 FCFA a été remboursé en 2018 ; Ce dossier est donc encore en cours pour 2019	En cours
Non récupération des avances frais de mission pour la participation du Bénin à l'OMC	2015-Q4	FIN	High	Low	Medium Risk	Lettre au SGM Commerce et Primature	FFA	(dec-17)	Aucune avancée sur ce dossier en 2018, donc reste en cours pour 2019. La personne concernée est injoignable en réalité.	En cours
Non récupération des avances frais de mission pour la participation du Bénin à la COP 21	2015-Q4	FIN	High	Low	Medium Risk	Suivi régulier fait. Les 4 qui ont introduit de fausses factures ont été convoqué au tribunal et ont tous payé.	FFA	(dec-19)	Il reste une personne introuvable qui doit un million de FCFA ; Une autre personne qui dit avoir perdu sa facture d'hébergement et qui reste aussi introuvable. Dossier toujours en cours en 2019 donc. Le mieux c'est de clôturer ce dossier et les avances qui restent ouvertes dans la comptabilité.	En cours

4 Pilotage et apprentissage

4.1 Recommandations et Enseignements tirés

- Le FEC est avant tout un outil d'étude et de consultance. Il devra être utilisé prioritairement pour la réalisation d'études stratégiques et la mobilisation d'expertise spécifique ;
- Les programmes sectoriels devront être utilisés comme support tant dans la rédaction des requêtes que dans le suivi, la mise en œuvre et l'application des requêtes ;
- Un processus de suivi-évaluation allant au-delà de la durée d'exécution des requêtes devra être mis en œuvre afin de s'assurer de l'utilisation des résultats issus de la mise en œuvre des requêtes. Cela devra se faire au cas par cas selon le type de requête. Les différentes requêtes soumises devront préciser le processus utilisé en détail dans leur TDR ;
- Organiser dans les meilleurs délais une nouvelle SMCL.



5 Annexes

5.1 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) : 31/12/2019 »

SUIVI BUDGETAIRE FEC AU 31/12/2019

Étiquettes de lignes	Budget A	Budget B	Total Budget	Requisitions	Purchase orders	GRN + Reg- Invoices	Total commitments	Actuals	Available
BEN1302411	2 216 544,00	0,00	2 216 544,00	0,00	0,00	0,00	0,00	694 082,70	1 522 461,30
BEN1302411_A	2 216 544,00	0,00	2 216 544,00	0,00	0,00	0,00	0,00	694 082,74	1 522 461,26
BEN1302411_A01	1 197 742,00	-416 653,00	781 089,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-54 519,09	835 608,09
BEN1302411_A0101	1 197 742,00	-416 653,00	781 089,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-54 519,09	835 608,09
BEN1302411_A02	1 018 802,00	416 653,00	1 435 455,00	0,00	0,00	0,00	0,00	748 601,83	686 853,17
BEN1302411_A0201	33 440,00	0,00	33 440,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 444,67	-4,67
BEN1302411_A0202	6 050,00	0,00	6 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 049,24	0,76
BEN1302411_A0203	17 989,00	0,00	17 989,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 988,00	1,00
BEN1302411_A0204	7 690,00	0,00	7 690,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 688,81	1,19
BEN1302411_A0205	13 900,00	0,00	13 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 895,84	4,16
BEN1302411_A0206	4 040,00	0,00	4 040,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 039,90	0,10
BEN1302411_A0207	7 390,00	0,00	7 390,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 393,77	-3,77
BEN1302411_A0208	17 480,00	0,00	17 480,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 483,86	-3,86
BEN1302411_A0209	28 590,00	0,00	28 590,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 593,23	-3,23
BEN1302411_A0210	49 540,00	0,00	49 540,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 668,66	-128,66
BEN1302411_A0211	9 000,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 001,62	-1,62

BEN1302411_A0212	12 030,00	0,00	12 030,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 025,55	4,45
BEN1302411_A0213	16 380,00	0,00	16 380,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 384,95	-4,95
BEN1302411_A0214	18 080,00	0,00	18 080,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 084,95	-4,95
BEN1302411_A0215	112 315,00	-12 934,00	99 381,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99 380,74	0,26
BEN1302411_A0216	60 983,00	0,00	60 983,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 984,22	-1,22
BEN1302411_A0217	20 517,00	-10 617,00	9 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 900,45	-0,45
BEN1302411_A0218	10 434,00	0,00	10 434,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 430,22	3,78
BEN1302411_A0219	30 954,00	-7 677,00	23 277,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 276,64	0,36
BEN1302411_A0220	147 000,00	-147 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
BEN1302411_A0221	65 000,00	0,00	65 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 124,90	875,10
BEN1302411_A0222	10 000,00	-2 133,00	7 867,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 867,20	-0,20
BEN1302411_A0223	320 000,00	0,00	320 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	190 026,56	129 973,44
BEN1302411_A0225	0,00	300 000,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 326,86	281 673,14
BEN1302411_A0226	0,00	58 060,00	58 060,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 115,49	48 944,51
BEN1302411_A0227	0,00	138 954,00	138 954,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	138 954,00
BEN1302411_A0228	0,00	100 000,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 425,50	86 574,50
BEN1302411_Z	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,04	0,04
BEN1302411_Z99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,04	0,04
Total général	2 216 544,00	0,00	2 216 544,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	694 082,70	1 522 461,30

ps

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1302411

Project Title : **Fonds d'Etudes et de Consultances (FEC)**

Budget Version : **J01**
 Currency : **EUR**
 YTM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

Year to month : 31/12/2018

	Status	Fin Mode	Amount	2018				Total	Total Exp.	Balance	% Exec
				2017	Q1	Q2	Q3	Q4			
15 Enquêtes STEPS 2015 au		REGIE	112.315,00	100.600,34	-1.219,59	0,00	0,00	0,00	99.380,75	12.934,25	88%
16 Formation des points		REGIE	60.983,00	60.984,22	0,00	0,00	0,00	0,00	60.984,22	-1,22	100%
17 Participation du Bénin à la		REGIE	20.517,00	9.900,46	0,00	0,00	0,00	0,00	9.900,46	10.616,54	48%
18 Colloque APAD à Cotonou -		REGIE	10.434,00	10.430,21	0,00	0,00	0,00	0,00	10.430,21	3,79	100%
19 COP21		REGIE	30.954,00	24.011,55	0,00	-735,03	0,00	0,00	23.276,52	7.677,38	75%
20 Recrutement dune		REGIE	147.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	147.000,00	0%
21 Recrutement dune		REGIE	65.000,00	10.999,90	0,00	0,00	0,00	0,00	10.999,90	54.000,10	17%
22 Participation du Bénin à un		REGIE	10.000,00	0,00	0,00	0,00	6.366,91	0,00	6.366,91	3.633,09	64%
23 Etude du déplacement de la		REGIE	320.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	426,86	426,86	319.573,14	0%
19 Conversion rate adjustment			0,00	125,48	0,00	0,00	0,00	0,00	125,48	-125,48	7%
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00	125,48	0,00	0,00	0,00	0,00	125,48	-125,48	7%

REGIE	2.216.544,00	419.075,12	-3.180,13	-2.734,30	4.355,06	-1.578,34	-3.137,71	415.937,42	1.800.606,58	19,00
COGEST										
TOTAL	2.216.544,00	419.075,12	-3.180,13	-2.734,30	4.355,06	-1.578,34	-3.137,71	415.937,42	1.800.606,58	19,00

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1302411 Printed on 21/03/2019

page 2

5.2 Décisions prises par la SMCL et suivi

N°	Décision	Période d'identification	Source	Acteur	Délai	Progrès	Statuts
1	Désignation officielle de nouveaux points focaux par les Ministères sectoriels concernés au plus tard fin mars 2017	fév-17	SMCL	Ministère du Plan (MDP) et ministères visés	31/03/2017	Lettre de désignation envoyée. Tous les points focaux sont officiellement désignés	CLOSED
2	Organisation d'une mini formation au plus tard en mai 2017 à l'intention des nouveaux points focaux afin de les briefer sur le FEC	fév-17	SMCL	Enabel / MDP	mai-17	Les points focaux ont été briefés aux procédures du FEC.	CLOSED
3	Le MPD entre en contact avec le Ministère du Cadre de vie pour envisager comment clore rapidement et efficacement le dossier des remboursements, dans le cadre de la participation du Bénin à la COP 21 au plus tard d'ici juin 2017	févr-17	SMCL	Ministère du cadre de vie	Juin-17	Deux participants n'ont pas encore fini de rembourser.	OPEN
4	Le MPD insiste auprès du Ministère chargé du Commerce afin qu'une réponse satisfaisante fasse suite au courrier adressé dans le cadre de la participation du Bénin à la réunion sur l'APC en 2015 afin de pouvoir clore définitivement le dossier au plus tard d'ici juin 2017	fév-17	SCML	MDP MPD	Juin-17		OPEN

- Il n'y a eu aucune réunion de SMCL en 2018 ni en 2019 pour le FEC. Une SMCL sera convoquée début 2020, en fonction des disponibilités du Gestionnaire du FEC

5.3 Ensemble des études financées par le FEC depuis le début de la convention spécifique.

N°	Intitulé de la demande	Montant de la requête
Ministère du Développement, de l'Analyse Economique et de la Prospective / Primature		
A.02.02	Requête relative à l'organisation d'une formation sur l'efficacité de l'aide dans le secteur de la Santé.	Montant 11.063 €
A.02.04	Requête pour la prise en charge de la participation du Bénin à la 9e Conférence Ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) relative à l'aide pour le commerce qui s'est déroulé du 03 au 6 décembre à Bali (Indonésie).	Montant 13.869 €
A.02.05	Requête pour la prise en charge de la participation du Bénin à un atelier régional de formation sur la plateforme de gestion de l'aide à Addis-Abeba en Ethiopie du 11 au 13 décembre 2013	Montant 9.673 €
A.02.09	Requête portant sur l'étude diagnostique relative à la mise en place d'un système de gestion de l'information sur l'aide au développement du Bénin.	Montant 33.537 €
A.02.16	Requête pour la prise en charge de la formation pour le renforcement des capacités de 5 Points Focaux Genre de 3 ministères sectoriels sur le thème : le genre comme condition de développement durable.	Montant 65.000 €
A.02.17	Requête pour la prise en charge de la participation du Bénin à la 5e revue globale de l'Aide pour le Commerce (APC) à Genève du 30 juin au 02 juillet 2015	Montant 20.517 €
A.02.18	Requête de cofinancement du colloque scientifique sur la bonne gouvernance et le développement sur le thème : « la fabrique de l'action publique dans les pays « sous régime d'aide » : acteurs, processus, négociations »	Montant 9.950 €
Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche		
A.02.01	Requête portant sur l'étude préliminaire sur l'état des lieux des interventions en matière de sécurité alimentaire.	Montant 40.094 €
A.02.03	Requête portant sur l'élaboration d'un document référentiel sur la filière riz au Bénin.	Montant 17.988 €
A.02.21	Requête relative au recrutement d'une expertise perle sur les aménagements hydro-agricoles	Montant 65.000 €
Ministère de la Famille, des Affaires Sociales, de la Solidarité Nationale, des Handicapés et des Personnes de Troisième Âge		
A.02.06	Requête pour la multiplication du document de Politique Nationale de la Promotion du Genre et de son Plan d'Actions.	Montant 11.433 €

Enabel, Agence belge de développement
Rapport annuel 2019
BEN1302411 FEC

md

A.02.10	Requête de cofinancement pour la production de l'édition 2013 de l'Indice de Développement et des Inégalités entre les Sexes au Bénin (ISBD).	Montant 24.392 €	requête :
A.02.11	Requête pour la prise en charge de la formation pour le renforcement des capacités des 5 Points Focaux Genre des ministères sectoriels sur le thème : le genre comme condition de développement durable.	Montant 65.000 €	requête :
A.02.13	Requête pour la prise en charge de la formation des cadres du ministère sur la budgétisation sensible au genre (BSG)	Montant 16.929,46 €	requête :
A.02.14	Requête pour la prise en charge de la participation du Bénin à la conférence Beijing +20 sur le genre à New York du 09 au 20 mars 2015	Montant 23.580 €	requête :
Ministère de la Décentralisation, de la Gouvernance Locale, de l'Administration et de l'Aménagement du Territoire			
A.02.07	Requête pour la prise en charge de l'atelier U4 au Bénin - Renforcement de la bonne gouvernance à l'échelle communale à travers la promotion de l'intégrité, la reddition de comptes et la participation citoyenne.	Montant 7.927 €	requête :
Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Technique et Professionnelle, de la Reconversion et de l'Insertion des Jeunes			
A.02.08	Requête de cofinancement portant sur la réalisation de l'étude sur les grossesses précoces et/ou non désirées (GND) et comportement à risques chez les adolescents et jeunes en milieu scolaire, d'éducation professionnelle et Universitaire au Bénin.	Montant 17.163 €	requête :
Ministère de l'Économie, des Finances et des Programmes de Dénationalisation			
A.02.12	Requête pour la prise en charge de la participation du Bénin à la conférence de la banque mondiale à Washington du 23 au 27 mars 2015	Montant 11.063 €	requête :
Ministère de la Santé			
A.02.15	Requête de financement de l'enquête Nationale sur les facteurs de risque des maladies non transmissibles : Enquête « STEPS » 2014 au Bénin	Montant 112.315 €	requête :
A.02.20	Requête pour le recrutement d'une expertise technique pour le suivi de l'assurance qualité	Montant 147.000 €	requête :
Ministère de l'Environnement chargé de la Gestion des Changements Climatiques, du Reboisement et de la Protection des ressources Naturelles et Forestières			
A.02.19	Requête pour la prise en charge de la participation du Bénin à la COP 21 à Paris du 30 novembre au 11 décembre 2015	Montant 35.680€	requête :
Ministère du Plan et du Développement			

A.02.22	Requête pour la prise en charge de deux représentants au Forum Politique de Haut niveau sur les Objectifs de Développement Durable	Montant requête : 6500 €
Ministère des Infrastructures et des Transports		
A.02.23	Requête pour une étude sur le déplacement de la Traverse Est dans le bassin portuaire de Cotonou	Montant requête : 320 000 €
A.02.25	Requête pour l'étude de Conception préliminaire et d'ingénierie pour l'aménagement du port et la remise en état des digues, des revêtements et des murs de quai	Montant requête : 210.800€
A.02.26	Requête pour l'étude sur la cartographie et l'inventaire de l'espace portuaire	Montant requête : 58.060€
A.02.27	Requête pour un appui technique à l'obtention d'un accord de financement pour le plan d'investissement du Port Autonome de Cotonou	Requête annulée
A.02.28	Requête pour l'étude d'impact socio-économique de la relocalisation et réorganisation de la zone géographique du port de Pêche	Montant requête : 100.000€

Ad